

il faut une politique claire

Les nationalistes pullulent en Europe, même dans les pays les moins défavorisés. Pour autant, aucune gauche, même la plus réaliste en matière migratoire, ne peut adopter leurs positions.

La montée des nationalismes partout en Europe? Rien d'étonnant, dit-on, voyez les inégalités sociales, la fracture urbaine, la pauvreté, le chômage, les ravages du capitalisme débridé, les cruautés du libéralisme. Antienne classique. Mais est-ce le bon diagnostic? Pas sûr. Dans un étrange mimétisme, le même mal de l'intolérance frappe des sociétés très différentes. On trouve des nationalistes dans les pays plus inégalitaires, certes, mais aussi au cœur de nations qui ont beaucoup fait contre l'inégalité sociale, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas. Le chômage? Il est faible en Allemagne, en Suisse ou en Autriche. Pourtant l'extrême droite y pèse tout autant. Autrement dit, l'explication socio-économique ne suffit pas.

On sait bien, même si certains n'osent encore le dire trop haut, qu'il existe un puissant facteur commun à ces situations disparates: l'immigration. La Suède accueillante voit percer un fort parti nationaliste depuis la crise de 2015; l'Autriche si longtemps sociale-démocrate est gouvernée par des partisans de la fermeture qui surfent sur la vague migratoire; l'Allemagne, jusque-là immunisée par son passé, voit l'AFD monter en puissance depuis qu'elle a ouvert ses frontières à un million de réfugiés. Il faut se rendre à l'évidence: la cause essentielle du phénomène, le carburant du nationalisme, c'est l'immigration. Ou, plus exactement, le sentiment réparti dans les classes populaires que cette immigration, auparavant acceptée, est devenue incontrôlable et dangereuse. Dès lors les démocrates en général – et la gauche en particulier –, plaçant l'ouverture et l'accueil, se trouvent placés devant le cruel aphorisme de Bossuet: «*Dieu se rit des hommes qui se plaignent des conséquences alors qu'ils en contrôlent les causes.*» On accepte l'immigration incontrôlée: on fait monter le nationalisme.

Masques. D'où les conversions qu'on observe en Italie dans le Mouvement Cinq Étoiles, en Allemagne au sein du parti de la gauche de la gauche, Die

Linke, ou en France dans le parti de Jean-Luc Mélenchon. Les trois positions, si elles ont quelque parenté, sont très différentes. Cinq Étoiles, issu en partie de la gauche, s'est allié avec la Ligue, parti d'extrême droite, et cautionne donc sa politique violemment anti-immigrés; Sahara Wagenknecht, dissidente de Die Linke, tient un discours très raide, sans qu'on sache encore quelles mesures elle propose; Jean-Luc Mélenchon, qui ne croit pas au «droit d'installation» et suggère donc un maintien des frontières et des contrôles, est beaucoup plus prudent, se distinguant de la rhétorique «no border» mais proclamant sa solidarité avec les migrants. Les deux premiers, en tout cas, ont tourné casaque. Comme disent les Anglais, «*if you can't beat them, join them*» («si vous ne pouvez pas les battre, rejoignez-les»). Pour retrouver les suffrages des classes populaires, il faut reprendre les mots d'ordre des nationalistes, et donc combattre vigoureusement l'immigration. On emploie pour se justifier un vieil argument du mouvement ouvrier: les travailleurs étrangers menacent la situation des travailleurs autochtones.

ÉDITORIAL

En acceptant des jobs au rabais, ils pèsent sur les salaires, accroissent le chômage, soumettent les classes populaires à une concurrence délétrée. On trouve le raisonnement chez Marx, chez Jaurès, dans la SFIO des années 30 ou le PCF de Georges Marchais dans les années 70. Il permet au passage de faire passer la pilule. Le vrai coupable, c'est le capitalisme sans âme et sans frontière, autrement dit, l'ennemi traditionnel. Pour lutter contre lui, il faut réhabiliter la patrie protectrice, qui assure la solidarité nationale et limite la compétition sociale. Contre la mondialisation libérale, l'État national. Avec un inconvénient, toutefois. Celui du reniement. On entend déjà les éditeurs du *Figaro*, de *Valeurs actuelles* ou de *Causeur*: encore une illusion brisée du progressisme irénique; après des décennies de discours moralisateurs, de dénonciations enflammées, le réel fait tomber les masques. La preuve: la gauche de la gauche vient sur nos positions.

Imiter le discours de l'extrême droite, comme semble le faire Sahara Wagenknecht, comme pour son orthodoxie marxiste? Aucune gauche, même la plus réaliste en matière migratoire, ne peut adopter la position des nationalistes. Outre le reniement spectaculaire qu'elle devrait assumer, il lui faudrait aussi, et surtout, se rallier à des mesures qui révil-

sent à juste titre la grande majorité de ses partisans, même dans les classes populaires: expulsions massives, chasse policière généralisée contre les sans-papiers, refus de secourir les bateaux chargés de réfugiés en Méditerranée, fermeture hermétique des frontières... Sans grand bénéfice politique, probablement. Reprendre le discours des nationalistes, c'est aussi le légitimer. Ils ont dans cette matière l'avantage de l'antériorité. Le plus souvent l'électeur préfère, chacun le sait, l'original à la copie.

Régulation. Alors? Combattre vainement le nationalisme, ou bien le rejoindre? Charybde ou Scylla? Il existe une autre voie. À gauche, le discours de l'ouverture totale, du refus des frontières, celui qui déconcerte ses adversaires, est en fait tenu par une minorité. Une minorité bruyante, qui intimide. Mais une minorité tout de même. Au pouvoir, la gauche française, par exemple, socialistes, écologistes et communistes confondus, n'a pas ouvert grand les frontières. Elle a plaidé pour un traitement humain de l'immigration, mais aussi pour une régulation. Elle a refusé les propositions répressives de la droite et de l'extrême droite, mais elle a fait rattachement à la frontière des dizaines de milliers de migrants illégaux, sans que les ministres les plus «moraux», les écologistes notamment, se mettent en travers. Dans une société démocratique, la position «no border» est intenable: le peuple n'en veut pas. Au demeurant, nous ne sommes pas encore dans la république universelle d'Emmanuel Kant. Les nations restent une réalité. Une réalité parfois dangereuse. Mais une réalité.

Dans ces conditions, comme on l'a déjà écrit ici, il n'existe qu'une seule politique moralement et politiquement acceptable: la régulation humaine de l'immigration. Elle suppose qu'on maintienne clairement la distinction entre réfugiés, éligibles à l'accueil organisé, et migrants économiques, dont l'entrée doit être subordonnée aux possibilités d'emploi et aux capacités d'accueil. Elle suppose qu'on cesse de tenir tout renvoi dans le pays d'origine comme une déportation. Elle suppose qu'on dégage les moyens nécessaires pour organiser l'intégration des nouveaux venus. Elle suppose surtout qu'on l'assume, sans hypocrisie ni faux-fuyants pour qu'elle offre une base solide à la lutte contre la xénophobie. Pour battre l'extrême droite, la morale ne suffit pas. Il y faut une politique claire.

LAURENT JOFFRIN

